

# «Monsieur Verhofstadt, laissez les Roumains se débrouiller»

**La Première ministre roumaine Viorica Dancila a subi un feu nourri de critiques lors de la présentation des priorités de la présidence roumaine de l'UE.**

**VINCENT GEORIS**  
À STRASBOURG

Ce fut la douche froide pour la Première ministre roumaine Viorica Dancila (PSD, socialiste), venue défendre mardi devant le Parlement européen les priorités de la présidence roumaine de l'UE pour les six prochains mois.

La Roumanie fait l'objet d'un tir nourri de critiques à travers l'Europe depuis le début de l'année. Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker (PPE) s'est lui-même inquiété des tensions politiques internes qui pourraient empêcher le pays de mener à bien sa mission.

Pour rappel, le président roumain Klaus Iohannis (PNL, libéral) s'oppose au projet du gouvernement Dancila de réformer le code pénal et d'amnistier certains faits de corruption. Derrière cette loi, le gouvernement roumain aurait la volonté de «blanchir» le président du parti socialiste roumain, Liviu Dragnea, condamné à deux ans de prison pour fraude électorale.

Mardi, après l'intervention de Viorica Dancila, le chef de file des libéraux Guy Verhofstadt (ADLE) s'est

inquiété de cette situation, ainsi que du non-respect de l'indépendance des médias et des ONG. «*Votre gouvernement continue à suivre le chemin qui conduit directement aux mauvaises pratiques d'Orban et de Kaczynski*», les dirigeants de Pologne et de Hongrie, a dit l'ancien Premier ministre belge. «*Vous planifiez une loi accordant l'amnistie à la corruption, en permettant aux gros poissons d'échapper aux tribunaux.*» Il a laissé entrevoir à la Première ministre la possibilité que l'UE active contre la Roumanie l'article 7 du Traité, pouvant mener à une suspension du droit de vote au sein du Conseil. «*Vous êtes de plus en plus proche de la procédure de l'article 7*», a-t-il menacé.

## «Il y a des raisons de s'inquiéter»

Piquée à vif, Viorica Dancila lui a répondu sèchement. «*Monsieur Verhofstadt, laissez les Roumains se débrouiller eux-mêmes, n'essayez pas d'imposer vos principes*», a-t-elle martelé. «*Je ne veux pas que la Roumanie soit mise dans le même panier que la Pologne et la Hongrie*», a-t-elle précisé à quelques journalistes après la séance parlementaire.

La critique portée par Guy Verhofstadt n'était pas isolée. Elle venait même du camp politique de Viorica Dancila. «*Votre priorité – la cohésion, la cohésion sociale – est la bonne*», a dit le président des socialistes Udo Bullmann (S&D) à la Première ministre,

«*mais nous nourrissons des inquiétudes sur le système judiciaire*» en Roumanie, a-t-il ajouté.

Ces coups fusent, alors que l'UE devra relever dans les mois à venir plusieurs défis cruciaux tels que le Brexit et les élections de mai. «*Il y a des raisons de s'inquiéter*, renchérit Ska Keller, la coprésidente des Verts. «*Des milliers de Roumains sont dans la rue et ne sont pas entendus. Des propositions sont en cours pour légaliser la corruption du gouvernement.*»

«*J'espère que les problèmes internes de la Roumanie ne vont pas avoir d'incidence sur la présidence*», dit Ruza Tomasic (ECR).

En plus de son projet de réformer le code pénal et à amnistier certains actes de corruption, le gouvernement roumain songe à une loi qui empêcherait toute critique contre la Roumanie.

Dans ce contexte délétère, la presse éprouve de grandes difficultés à remplir sa mission. «*Cela devient de plus en plus difficile de faire son travail de journaliste en Roumanie*», confie Irène Costelian, correspondante de Libération en Roumanie.

## «Cela devient de plus en plus difficile de faire son travail de journaliste en Roumanie.»

**IRÈNE COSTELIAN**  
CORRESPONDANTE  
DE LIBÉRATION